



attac

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°151 – Vendredi 14 juillet 2000.

A LA POUBELLE...

Dans ce numéro

- 1- Fête nationale
- 2- Les pauvres : à la poubelle !
- 3- Un an après Cologne, le point sur les allègements
- 4- Nous sommes les ancêtres de l'avenir
- 5- Appel contre la guerre biologique en Colombie
- 6- Marée noire.

En bref...

- 1- Fête nationale. En France la fête est dans les derniers titres des journaux sur la découverte de surplus fiscaux, sur une économie en plein boom... et pas seulement avec les militaires en parade sur les Champs Elysées. Rappelons donc égalité et fraternité en ce jour de fête nationale française...
- 2- Les pauvres : à la poubelle ! Malheureusement le titre ne correspond pas à un article humoristique. C'est dramatique et cela se déroule aux Philippines. « Les pauvres sont toujours perdants » déclare un volontaire présent sur place. Triste réalité.
- 3- Un an après Cologne, le point sur les allègements. Les états surpris en pleine contradiction entre déclaration publique et actions concrètes. En attendant ce sont les populations qui continue toujours et encore à payer comme elles l'ont déjà fait.
- 4- Nous sommes les ancêtres de l'avenir. A Foix, le 5 septembre se déroulera un procès de militants qui ont arraché un champ de colza transgénique.
- 5- Appel contre la guerre biologique en Colombie. Le « plan Colombia » dénoncé dans la résolution finale des Rencontres alternatives de Genève 2000 (à paraître dans les jours qui viennent) est en action en Colombie où « l'agent vert » a remplacé « l'agent orange » de la guerre du Vietnam. Il s'agit d'un appel à signer et à faire signer.
- 6- Marée noire. Les responsables ne paient toujours pas.

Fête nationale

Contrairement à ce qui se dit et s'écrit sur « la France en pleine forme » (titre du Monde) ou de l'économie qui « tourne à plein régime » d'après l'INSEE, sur la reprise de l'emploi, la résorption des inégalités n'est pas à l'ordre du jour. Le fossé qui se creuse entre les pays développés et en développement est au contraire devenu le problème central de notre époque. Il ne fait que croître et se combine avec l'explosion de nouvelles formes de pauvreté, d'exclusion et de précarité dans les pays "riches" de l'OCDE et ceux de l'Europe centrale. Ces inégalités s'alimentent des processus de la mondialisation des marchés. L'activité spéculative déstabilise les efforts de développement, le redéploiement des activités de production exacerbe les concurrences et encourage le dumping social. Dans les « riches » pays industriels la figure du

chômeur, de l'exclu, du précaire relativisent l'impact des discours sur la perspective d'une « reprise économique », gonflée par la « net-économie. »

Cette reprise - si tant est qu'elle ait effectivement lieu - n'implique nullement de façon mécanique une meilleure répartition des richesses produites. Elle peut même, via les politiques de flexibilité, de précarisation, alimenter les inégalités existantes, en générer de nouvelles. La poursuite de la spéculation, la course aux stock-options et aux produits financiers, la bonne santé des paradis fiscaux et la baisse continue de l'aide publique au développement l'illustrent suffisamment.

Combattre la précarité et la flexibilité, venir à bout des inégalités, éradiquer la pauvreté relève bien d'abord et avant tout d'un choix de société,



attac

de valeurs, et de politiques suffisamment courageuses pour s'opposer à la dictature des marchés, s'attaquer à la redistribution des richesses.

C'est le sens profond du "grain de sable" qu'est la taxe Tobin proposée par ATTAC, de la proposition d'interdiction des paradis fiscaux, de l'annulation de la dette.

Les pauvres : à la poubelle !

10 juillet. Manille.

Selon les dernières nouvelles, plus de 90 personnes ont péri dans le glissement de terrain qui a emporté la montagne d'immondices de Payatas à Manille, la capitale des Philippines. Personne ne sait combien de victimes sont encore ensevelies sous la couche de débris, haute de 20 mètres. On parle de centaines, peut-être de milliers de disparus.

Selon les dernières nouvelles, plus de 90 personnes ont péri dans le glissement de terrain qui a emporté la montagne d'immondices de Payatas à Manille, la capitale des Philippines.

Personne ne sait combien de victimes sont encore ensevelies sous la couche de débris, haute de 20 mètres. On parle de centaines, peut-être de milliers de disparus. En effet, les pauvres, les habitants 'illégaux' ne sont pas enregistrés. Selon le docteur philippin Firmalo, les corps ensevelis sous les débris se décomposent très rapidement puisqu'ils sont recouverts d'une masse de débris humides en putréfaction.

Dans le tiers monde, les pauvres ne valent guère plus que des débris, on les jette tout simplement à la poubelle : cette catastrophe l'illustre littéralement. Un travailleur de la santé du quartier de Payatas déplore: «Les pauvres sont toujours perdants.»

La montagne de déchets de Payatas existe depuis 27 ans déjà. Elle recouvre 22 hectares. Cet endroit, où vivent 60.000 personnes, a remplacé la tristement célèbre 'Smokey Mountain', fermée en 1993.

Médecine pour le Tiers Monde est actif aux Philippines depuis des années. Ses partenaires locaux - des ONG travaillant dans le domaine des soins de santé de base et des organisations populaires - ont immédiatement pris des initiatives pour fournir une aide médicale et sociale au bidonville touché. Ils ont créé à cet effet la Task Force Damayan ('aide mutuelle').

L'organisation populaire Bayan a déclaré qu'«une telle tragédie était prévisible» et qu'elle était une expression «de l'échec des projets gouvernementaux en matière de construction de logements sociaux et d'emploi».

Notre partenaire, le Council for Health and Development, s'est rendu sur place pour déterminer les besoins et prendre en main l'aide concrète, en concertation avec les organisations communautaires locales. Ils protestent aussi avec fermeté contre les autorités philippines, qui n'hésitent pas à attribuer la responsabilité de la catastrophe aux pauvres habitants du bidonville.

Actuellement, quatre coopérants ONG et huit stagiaires de médecine sont actifs aux Philippines pour Médecine pour le Tiers Monde. Ils sont concernés de très près par le sort terrible des habitants pauvres de Payatas, et s'engagent au maximum pour atténuer la misère des pauvres Philippines et s'attaquer, avec eux, aux causes de cette situation.

Nous lançons un appel à soutenir financièrement le Council for Health and Development à Payatas, dans ses efforts pour venir en aide à la population éprouvée. Toute contribution peut être versée au compte 001-2571952-73 du Fonds Hilde Vanobberghen à Bruxelles, avec la mention 'Aide urgente Philippines'.

N'hésitez pas à nous contacter pour toute information complémentaire au numéro de téléphone 00(32) 2/513.74.06 (bureau) ou 00(32)2/216.06.35 (privé). Le soussigné et sa partenaire Rita Vanobberghen ont travaillé durant huit ans aux Philippines comme coopérants. Vous trouverez plus d'information sur la situation actuelle aux Philippines dans le récent numéro de la revue Solidarité Internationale, « Les Philippines, lutte populaire contre la globalisation ». Vous pouvez le commander en versant 100 FB au compte n° 001-3178376 de SFDW-IS à Bruxelles, avec mention « Phil. 042000 ».

Bert De Belder Coordinateur Médecine pour le Tiers Monde g3w@ngonet.be

Un an après Cologne, le point sur les allègements

Le 19 juin 1999, suite au dépôt de 17 millions de signatures demandant l'annulation de la dette de 50 pays par la coalition Jubilé 2000, le G7 de Cologne s'était engagé à annuler 90% de la dette des 41 pays de la liste PPTÉ (Pays Pauvres Très Endettés). En septembre de la même année, plusieurs pays du Nord (dont la Belgique)



attac

prenaient le relais de ces engagements. La presse internationale avait largement fait l'écho de cette générosité. C'en était fini du fardeau de la dette pour les pays pauvres très endettés. Lors du sommet euro-africain d'avril 2000, cette affirmation était renforcée : on parlait alors de 100% d'annulation pour les pays africains. Qu'en est-il un an après Cologne ?

Les conditions

On connaît les clauses de l'initiative PPTTE : elles ne visent qu'à rendre soutenable le fardeau de la dette de ces pays et se basent sur la logique ayant mené à leur endettement et à leur appauvrissement. Les conditions d'éligibilité à l'initiative imposent en effet trois ans minimum d'ajustement structurel, ce qui sous-entend une hausse de la fiscalité indirecte (ce qui touche les plus pauvres), une austérité budgétaire (ce qui limite les budgets d'éducation et de santé à leur plus simple expression), des privatisations massives (ce qui engendre des licenciements massifs) et une politique économique tournée vers le 'tout à l'exportation' (ce qui marginalise l'économie locale et rend les pays dépendants de fluctuations extérieures). A l'arrivée, les prix des matières premières continuent de baisser, les rentrées de l'Etat s'amenuisent et l'endettement continue de croître, tandis que les populations sont maintenues dans une pauvreté extrême.

A ces conditions économiques sont liées des conditions politiques : les gouvernements doivent pour être élus être 'politiquement corrects' aux yeux des crédateurs et présenter un 'Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté' (CSLP) rédigé avec la société civile.

Les résultats

Un an après Cologne, on ne peut que constater la faiblesse des résultats obtenus. Seuls cinq pays ont été élus pour un allègement (il s'agit de la Bolivie - réduction de 27% du service de la dette -, de l'Ouganda - 62% -, de la Mauritanie - 31% -, de la Tanzanie - 7% - et du Mozambique - 60% -) et on est loin des 90% annoncés avec grand fracas : ce sont en moyenne moins de 40% de la dette de ces cinq pays qui sont concernés - soit moins de 6% de la dette totale des HIPC. Or, si on prend notamment en compte le fait que les prix des matières premières exportées ne cessent de chuter, on peut craindre que l'allègement accordé ne réduira qu'à court terme et de manière marginale la somme à rembourser par la plupart des pays concernés. En effet, si les conditions offertes à l'Ouganda semblent relativement intéressantes (bien qu'encore loin des 90% annoncés), à

l'opposé, le cas de la Tanzanie se révèle nettement moins enviable, puisqu'il se voit gratifier après quatre ans d'ajustement d'un allègement ridicule de 7% de son service annuel de la dette (passant de 162 à 150 millions de dollars). A l'arrivée, la Tanzanie devra encore dépenser près de deux fois plus pour sa dette que pour son budget de santé (qui s'élève à 87 millions de dollars). Il suffira donc qu'une chute des cours du riz survienne pour que le fardeau de sa dette redevienne insoutenable !

Le 23 juin 2000, un sixième pays a été élu pour un allègement : il s'agit du Sénégal, qui est élu pour un allègement nominal de 450 millions de dollars (en valeur nette actualisée), sous condition de rendre un Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) qui implique de nouvelles réformes structurelles. Le CSLP doit être terminé avant fin 2000. Il est censé faire avaliser par la "société civile" (terme devenu malheureusement chewing-gum) des mesures telles que la privatisation des structures économiques du pays (soit les 40% restants, vu que 60% de ces structures ont déjà été vendues aux investisseurs privés) ou le passage à une TVA unique de 18%. Le gouvernement fraîchement élu de Wade a reçu comme encouragement du FMI un crédit supplémentaire de 19 millions de dollars, ce qui porte à 142 millions le montant du crédit étalé sur trois ans et décidé en 1998. Le thème de campagne de Wade ("sopi", c'est-à-dire "changement" en wolof) risque de se muer en "changement dans la continuité" au vu des réformes annoncées. Le Sénégal consacre 40% de son budget au remboursement de sa dette, alors que 66,4% de sa population est analphabète et que son budget d'éducation plafonne à 3,5% du PIB. L'allègement annoncé, s'il a effectivement lieu, ne modifiera que marginalement cette situation. Le Sénégal a été habitué à recevoir des allègements minimes au cours des années 90. Pourtant, en atteignant 323 millions de dollars, le service de la dette sénégalaise a augmenté de 31% par rapport à 1997 et atteint la valeur la plus élevée depuis 1990. Nouvelle preuve que la logique d'ajustement du FMI aboutit en définitive à aggraver le problème de la dette et de la pauvreté (54% des Sénégalais vivent avec moins d'un dollar quotidien).

Annuler veut dire payer

Il est important de souligner que ces allègements ont été budgétés, mais toujours quasi pas affectés. Au forum social de Genève, le représentant ougandais expliquait ainsi que toute affectation à son pays était suspendue suite à l'implication ougandaise dans le conflit



attac

des Grands Lacs, rappelant que pourtant, ce sont quelques élites ougandaises et pas les pauvres qui étaient responsables de cette situation. Dans un cadre plus global, le responsable de l'initiative PPTTE à la Banque mondiale, Axel van Trotsenburg, a bien dû admettre à Genève que les pays riches n'étaient guère pressés de verser les sommes promises. Mais au fait, pourquoi ces allègements supposent-ils un débours de la part des crédateurs ? Pourquoi ne suffit-il pas de stopper les remboursements des pays endettés ? N'est-il pas étrange de présenter comme obstacle à une annulation de dette le fait que les pays crédateurs ne veulent pas verser d'argent ?

Non. En tout cas, pas dans la logique des institutions financières internationales. Pourquoi ? Parce que sur les marchés internationaux, les agents économiques sont cotés de AAA à D, suivant la confiance qu'on peut leur octroyer en matière de respect de leurs engagements financiers. Ainsi, plus un agent économique est riche, plus il est "sûr" et mieux il est coté. Cela signifie qu'il a accès aux marchés à des taux avantageux (la prime de risque est quasi nulle). C'est évidemment le cas des pays riches, au contraire des pays pauvres et endettés (les pays riches ont donc moins d'intérêts à rembourser pour leurs emprunts que les pays pauvres). C'est aussi le cas de la Banque mondiale, qui fait partie des meilleurs élèves de la classe des marchés internationaux, puisqu'elle peut se targuer de la cote maximale (AAA). Suivant cette logique, renoncer à une créance équivaut à remettre en question cette sacro-sainte cotation. Et se voir rétrograder signifie dans la logique de la Banque avoir moins de marges de manœuvre pour combattre la pauvreté. C'est pourquoi à chaque allègement accordé par le FMI et la Banque mondiale doit correspondre un dédommagement équivalent. Pour ce faire, les institutions multilatérales puisent dans un Trust Fund (fonds fiduciaire) alimenté par les Etats membres (y compris des pays très pauvres).

Ce qu'on ne dit pas, c'est que la Banque mondiale est couverte à hauteur de 180 milliards de dollars et qu'elle voit ses bénéfices propres augmenter chaque année (30 milliards en 1998 et plus du triple en 1999). En clair, elle prête moins que ce qu'elle ne reçoit. Telle est la logique de la Banque dans son combat contre la pauvreté. En résumé, un an après les annonces de 90% d'annulation de la dette des HIPC, seuls 6% d'allègement de cette dette ont été budgétés. C'est dramatiquement peu.

Cas par cas

On connaît la logique des crédateurs en matière d'allègement de dette : les pays endettés doivent se présenter individuellement et c'est au cas par cas que les allègements sont accordés. Retournons cette logique envers les pays crédateurs et analysons au cas par cas ce qui a été affecté par les pays riches, qui tous avaient annoncé leur détermination à en finir avec cette dette odieuse qui paralyse les pays pauvres.

- Les Etats-Unis, par la voix de son président Bill Clinton, avaient annoncé financer les annulations par un versement immédiat de 250 millions de dollars. Un amendement devant le Congrès de la Républicaine Nancy Pelosi visait à approuver une contribution de 435 millions. Le Congrès a fini par trancher : seuls 69 millions de dollars ont finalement été budgétés pour l'année 2001, ceci alors que les Etats-Unis prévoient dans un même temps un excédent budgétaire annuel de 1000 milliards au cours des dix prochaines années. On peut également comparer les 69 millions budgétés aux 50 milliards que les Etats-Unis planifient d'investir pour un bouclier anti-missile.

- L'Union européenne a décidé début juillet de verser 1 milliard d'euros au Trust Fund du FMI et de la Banque mondiale. Ce milliard se divise en trois types d'affectation : 680 millions d'euros destinés aux banques de développement d'Afrique et des Caraïbes, 54 millions destinés aux banques de développement d'Amérique latine et d'Asie de l'Est et 348 millions destinés à l'allègement de dettes contractées par des PPTTE à l'égard de l'Union européenne.

- Le Japon avait annoncé une annulation de 100% des dettes liées aux crédits à l'exportation, ce qui représente 1,4 milliards de dollars. A l'analyse, on constate que seule la dette due avant tout rééchelonnement est prise en compte. Or, c'est en moyenne au milieu des années 80 qu'ont eu lieu les premiers rééchelonnements. Cela signifie que seule la dette antérieure à cette date est prise en compte. Cette position est également défendue par la France, l'Allemagne et l'Italie.

- La France avait annoncé 63 milliards de francs français d'annulation et s'était engagée à annuler 100% de la dette publique des douze pays de la zone franc (FCFA) faisant partie des PPTTE. Elle vient de lancer un plan original pour les créances de ces pays contractées au titre de l'Aide Publique au Développement (ce qui représente quelque 4 milliards d'euros) : le refinancement par dons. Avec ce système, les pays endettés poursuivent leurs remboursements, mais ceux-ci leur sont ensuite



attac

reversés par la France sous la forme de dons en faveur de programmes de réduction de la pauvreté. Le gouvernement présente ce mécanisme comme un 'contrat de confiance pour le désendettement et le développement'. Mais les dons sont en fait comptabilisés dans le budget de l'Aide Publique au Développement. En clair, la France se donne le loisir de suspendre ses dons à un pays jugé 'politiquement incorrect' et d'ainsi faire une pierre deux coups en augmentant son budget d'Aide Publique sur le dos du pays en question.

- Le Royaume-Uni annonçait 100% d'annulation, ajoutant que cela ne prendrait ni des années, ni des mois, mais quelques semaines. A l'arrivée, 500 millions de dollars ont été affectés (étalés sur 20 ans minimum). Cela représente au total 0,05% de son budget militaire.

- La Belgique avait pris le relais du G7 et annoncé 90% d'annulation. A l'arrivée, il verse 800 millions de francs belges, ce qui équivaut à 0,87% de ses créances envers les PPTE. Le gouvernement belge annonce également le versement, réparti sur plusieurs années, d'une contribution de 3,6 milliards BEF (85 millions d'euros) au Trust Fund de la Banque mondiale et du FMI pour l'initiative HIPC. Il ne s'agit en fait que de sa contribution habituelle aux institutions internationales.

- Des augmentations de contributions au Trust Fund ont été accordées par le Japon (200 millions de dollars), l'Espagne (85 millions), la Suisse (58 millions) et le Canada (104 millions).

- La Nouvelle-Zélande a contribué pour la première fois au Trust Fund à hauteur de 2 millions de dollars.

Au total, à peine 2,5 milliards de dollars ont été versés jusqu'ici (soit un peu plus de 1% de la dette des PPTE et de 0,1% de la dette du Tiers Monde), ceci alors que le G7 de Cologne annonçait un débours de quelque 100 milliards. En ce qui concerne la dette multilatérale, seule la Banque mondiale a annoncé vouloir effacer 1,8 milliards de dette. Le FMI n'en a quant à lui apparemment pas l'intention. La dette des PPTE s'élève toujours à quelque 200 milliards de dollars. Elle continue de ronger les budgets des pays pauvres de manière insoutenable. L'Afrique continue par exemple de rembourser 15 milliards de dollars par an (soit 292 millions par semaine). Même les rares pays élus restent avec un réel fardeau sur les bras : le Mozambique va devoir rembourser 45 millions de dollars par an, pour 57 millions affectés à la santé; la Tanzanie continuera de rembourser 150 millions en

service de la dette, pour 154 millions destinés à l'éducation; la Mauritanie reste condamnée à rembourser 80 millions pour sa dette, alors qu'elle ne dépense que 68 millions pour ses budgets d'éducation et de santé réunis.

La dette empêche tout espoir de développement dans le Tiers Monde. Son annulation ne serait qu'un pas, insuffisant mais nécessaire, vers un modèle de développement endogène capable d'éradiquer la pauvreté dans le Sud. Pourtant, à l'analyse, les annonces spectaculaires du G7 à Cologne se résument à des résultats dramatiquement timides. Si certaines vieilles créances que l'on sait impayables depuis des années vont sans doute être effacées, la logique néo-coloniale de dépendance maintenue par le biais de la dette semble loin d'être abandonnée. Reste une question avant le sommet du G7 à Okinawa et l'Assemblée du FMI et de la Banque mondiale à Prague : comment vont-ils pouvoir justifier de telles contradictions ?

Arnaud Zacharie (CADTM).

Nous sommes les ancêtres de l'avenir

Un procès

4 personnes seront jugées pour "destruction de récolte en réunion" et risquent jusqu'à 500 000 FF d'amende et 5 ans de prison ! Cela se passera au tribunal de Foix le 5 septembre 2000 à 14H.

Petite histoire : un OGM.des OGM.

Un O.G.M. est un organisme vivant dans lequel on a introduit un gène provenant d'un autre organisme. On cherche à les rendre tolérants aux herbicides, résistants aux insectes, au gel, à la pourriture... La première plante transgénique a été créée en 1983, le premier aliment génétiquement modifié est vendu dès 1994 ! Il est impossible de mesurer les risques, nous sommes toujours dans le domaine de la science expérimentale.

Les O.G.M. sont dans la continuité de l'augmentation inconsidérée de la production avec tous ses travers (vache folle, poulet à la dioxine, hormones de croissance, abus d'engrais, élevage hors sol, brebis clonée...). Une poignée de multinationales sans scrupules tente de s'approprier des biens vitaux et universels au détriment de tous, et notamment des pays du Sud.

Une expérimentation en milieu ouvert contestable.



attac

En 1998, le CETIOM (Centre Technique Interprofessionnel des Oléagineux Métropolitains, dirigés par les industriels des oléagineux (stockeurs, huiliers, semenciers, producteurs) a mis en place une culture de colza transgénique à Gaudiès, en Ariège. Les voisins n'étaient pas informés, ni aucune association. La mairie de Gaudiès a été placée devant le fait accompli.

En 1999, l'expérience a été reconduite. Informés par hasard, 300 citoyens soutenus par plusieurs organisations ont mené une action de décontamination préventive le 2 juin. L'expérimentation portait sur la mesure du taux d'hybridation entre le colza transgénique et la ravenelle. Nous contestons le bien-fondé de ces essais en milieu ouvert. Les tests de laboratoire indiquent que cette hybridation existe, que ce gène manipulé se diffuse dans l'environnement. Quels intérêts peuvent justifier que l'on organise la diffusion de ces gènes dans la nature, sans avoir aucune idée des conséquences ? La recherche n'est progrès que si elle est partagée par tous !

Une réponse citoyenne adaptée et déterminée.

Le fauchage du colza génétiquement modifié est un acte légitime, bien qu'illégal. Quel autre moyen face à la violence d'enjeux financiers colossaux qui veulent s'imposer sans aucun débat ? La désobéissance civile ne devient pas la seule issue mais un devoir !

En 2000, la même expérience était reconduite, avec le même protocole qui ignore les cultures de colza présentes à 500 m, les ruches à quelques centaines de mètres, les expériences qui prouvent l'hybridation avec d'autres plantes (moutarde),... La parcelle a de nouveau été décontaminée par plus de 300 citoyens. Comme les « Demoiselles » se sont levées contre des lois iniques, nous nous opposerons à ces actions irresponsables, soumises au seul profit.

Quelques mois plus tard, le gouvernement procédait à la destruction de centaines d'hectares de colza contaminés. Ironie de l'histoire, en fauchant à Gaudiès, nous avons donc économisé l'argent public ...

A l'Organisation Mondiale du Commerce, opposons l'Organisation Mondiale des Citoyens !

La dissémination d'OGM dans l'environnement est irresponsable, conduit à une pollution génétique incontrôlable sans que personne n'en mesure les conséquences. Les OGM étant des

organismes vivants, ils peuvent muter, se multiplier ou se reproduire avec d'autres organismes, et ce pendant des générations. Beaucoup de plantes transgéniques contiennent un gène de résistance à des antibiotiques, on a même entendu parler d'un gène "Terminator", de stérilisation. Quelles conséquences pour notre santé, notre environnement, notre alimentation ? Quels progrès pour la sécurité alimentaire, pour la faim dans le monde ?

Débattons ensemble, tout de suite !

NON AUX OGM ! Un autre monde est possible, pas forcément un monde transgénique.

Tous à Foix le 5 septembre 2000

Signé : Collectif Danger OGM. BP 5, 09240 La Bastide de Sérou (Collectif OGM Danger : Attac-09, Comité Ecologique Ariègeois, Confédération Paysanne, Droits paysans, Olmes écologie.)

Transmis et à peine retouché par attac-09, Jean Yves Léna attac09@attac.org

Appel contre la guerre biologique en Colombie

La Colombie, pays leader dans les négociations du "Protocole de Biosécurité", est aussi le pays numéro un (entre autres pays d'Asie et d'Amérique Centrale et du sud) sur la liste pour recevoir l'Agent Vert, un champignon qui attaque les cultures illicites.

Une preuve de la gravité des épandages effectués durant le "plan Colombia" se trouve dans un rapport détaillé du "Sunshine project". Cette nouvelle organisation sans but lucratif dédiée à mettre à découvert les abus de la biotechnologie, lance un appel à la réunion de la Convention de Biodiversité des Nations Unies pour faire cesser les expérimentations dangereuses que les Etats Unis sont en train de mener à bien avec ces champignons conçus pour tuer les cultures de drogues (coca, pavot et marijuana), et qu'ils prétendent maintenant appliquer en Colombie.

En accord avec ce rapport, "les souches du champignon *Fusarium oxysporum* et *Pleospora papaveraceae* peuvent infecter et tuer des plantes autres que la coca, le pavot ou la marijuana dans des zones écologiquement sensibles de l'Asie et de l'Amérique. Un des plus grands risques se situe dans le fait que les champignons n'ont pas été testés dans des écosystèmes présentant des caractéristiques identiques à ceux qui seront infectés, et que, de



attac

plus, ils tueront des variétés parentales proche de la coca, desquelles dépendent d'autres espèces animales et végétales et l'équilibre des écosystèmes.

La libération de ces champignons dans le milieu ambiant rend possible tous types de contact avec les être vivants, sans respect des limites politiques. Ainsi, les souches du *Fusarium oxysporum* sont hautement toxiques pour les animaux et les humains, les oiseaux qui s'alimentent de semences contaminées sont en danger et la consommation de feuille de coca - qui est légale au Pérou et en Bolivie- peut représenter une menace pour la santé. Les conséquences de ce champignon n'ont pas été mesurées un minimum et comme dit Susana Pimiento du Sunshine Project, "ils jouent à la roulette russe", car une fois libérés dans le milieu ambiant, les champignons mortels ne peuvent être reconnus.

Pour ce qui précède, le *Fusaria* est catalogué comme ARME BIOLOGIQUE suite à ce qu'il "peut produire des microtoxines qui sont suffisamment mortelles pour être considérées comme des armes de guerre et qui sont cataloguées comme des agents biologiques dans le brouillon du Protocole des Armes Biologiques et Toxiques".

La mémoire historique ne peut être oubliée et nous sert de preuve, puisque trente années après l'usage intensif d'herbicides toxiques dans la guerre du Vietnam (Agent Orange), les Etats-Unis planifient l'usage d'un agent biologique (Agent Vert) dans la Guerre contre les Drogues. Les conséquences de l'Agent orange sont bien connues.

Bien qu'ils affirment le contraire, les scientifiques américains sont en train d'expérimenter des clones et des souches génétiquement modifiés du *fusarium*. Ce n'est pas un vague soupçon qui s'ajoute aux inconvénients déjà énoncé, mais un risque encore plus grand.

Sur le Sunshine Project: <http://www.sunshine-project.org>

Documents spéciaux d'analyse internationale sur le Plan : <http://pagina.de/visur>

Texte du "Plan Colombia" :

<http://www.usembassy.state.gov/colombia>

Une preuve de ce rejet est que l'U.E appuie le processus de paix, mais pas le "Le Plan Colombia". A la réunion de Donantes en Espagne, quelques parlementaires européens et des ONG ont exprimé leurs préoccupations sur la grave portée du Plan Colombia, prenant en

compte que la région qui sera affectée fait partie du système amazonien et que les conséquences sont incalculables.

La Colombie a besoin, EN URGENCE de: Paix, Fraternité et Bonne Volonté Universelle!

Parce qu'elle fait partie de la Communauté de Nations et qu'elle est une cellule Fondamentale de l'organisme global appelé Humanité. Mais cela n'arrivera jamais avec l'actuel "PLAN COLOMBIA".

Devant la gravité de la situation –qui n'affecte pas seulement la Colombie- nous exigeons que soit reconsidéré l'actuel "Plan Colombia", et que l'on cherche des alternatives plus intelligentes qui règlent les problèmes de fond avec tous les secteurs colombiens qui seront affectés par le "plan", pour éviter des dommages irréversibles aux être humains et aux écosystèmes nationaux et internationaux dans tous les aspects de la vie commune.

Colombie, 3 juillet 2000.
Pablo Felipe Pérez
Directeur
Periodismo Independiente Alternativo

Vous pouvez envoyer vos signatures à l'adresse suivante : rmcpq146@telefonica.net.co avec le texte :

FIRMO EL LLAMAMIENTO CONTRA LA GUERRA BIOLOGICA EN COLOMBIA et votre nom.

Nous invitons toutes les personnes de bien à signer l'APPEL CONTRE LA GUERRE BIOLOGIQUE EN COLOMBIE et à envoyer copie des signatures à leurs gouvernements, ambassades, Ongs, nations Unies, etc... avec un profond concept de fraternité et de bonne volonté universelle, pour éviter un désastre humain et écologique en Colombie.

De votre action aujourd'hui dépendra le présent et le futur de la Nouvelle Colombie.

Hommes et femmes du monde entier, vous avez la parole! SIGNATURE D'APPUI A L' "APPEL CONTRE LA GUERRE BIOLOGIQUE EN COLOMBIE" :

Traduction : Corinne Gassie
coordintrad@attac.org

Marée noire

Nantes, le 11 juillet 2000.



attac

La Coordination des Collectifs marée noire du littoral atlantique et Le Collectif citoyen anti-marées noires de St-Nazaire

Communiqué DE PRESSE

Samedi matin à Ploemeur, la coordination des collectifs marée noire, le collectif citoyen de St-Nazaire et l'association "Merci, Erika" ont pu s'adresser brièvement au Premier Ministre. Ils lui ont remis un exemplaire de la revue de St-Nazaire "Ras-le-fioul", des phylactères modèles réduits porteurs de paroles citoyennes d'Étel, ainsi que deux tee-shirts de la coordination symbolisant leurs exigences : " Erika, non " et " Total doit payer ".

Les collectifs anti-marée noire ont entendu M. Jospin dire que " s'il le faut l'État complètera [l'indemnisation du Fipol] ". Soyons clairs : il est indispensable que les victimes soient rapidement indemnisées et, en même temps, nous n'acceptons pas que les contribuables payent encore à la place de Total !

Nous le savons tous : la course aux profits de Total est responsable de cette catastrophe. Nous attendons donc du Premier ministre et du Président de la République que, à l'occasion de

la présidence de l'Union européenne par la France, de vraies décisions soient prises pour rendre les compagnies pétrolières responsables - civilement et, le cas échéant, pénalement - de leurs chargements. Leur responsabilité financière doit être à la hauteur des risques qu'elles font subir au littoral.

L'Europe et la France se doivent ainsi de démontrer que " la cupidité humaine " (M. Jospin à Brest) n'est pas l'horizon de la construction européenne. C'est ce que nous dirons à nouveau à M. Chirac et à M. Jospin quand nous les rencontrerons.

Les citoyens ont leur mot à dire. Nous regrettons à ce propos que la commission d'experts internationaux indépendants, que nous avons réclamée, n'ait pas été mise en place pour surveiller les opérations de pompage. Les français sont donc contraints pour s'informer du déroulement de se contenter des images que Total consent à délivrer après les avoir " contrôlées ".

Pour plus d'information vous pouvez contacter attac44@attac.org ou ldh.nantes@free.fr